

la photonique, y sont implantées. Mais les difficultés récurrentes de Nokia, l'une des deux locomotives de Lannion avec Orange, fragilisent cet écosystème.

« C'est grâce à des entreprises comme Nokia qu'un certain nombre d'autres sociétés peuvent exister localement, explique Paul Le Bihan. Et 800 salariés, ce sont autant de conjoints, d'enfants dans les écoles, de maisons qui se construisent... » L'édile, comme certains de ses homologues du pays de Lannion, est lui-même un salarié de Nokia, en disponibilité depuis son élection comme premier magistrat en 2014. Joël Le Jeune y a, lui,

travaillé jusqu'en 2003. Désormais retraité, président (PS) de Lannion-Trégor communauté, il affiche son optimisme : « Je veux que l'on crée les meilleures conditions pour qu'un groupe international trouve son intérêt à rester à Lannion. » L'élu reconnaît cependant qu'il s'avère « très difficile de faire valoir des enjeux locaux auprès d'un groupe d'envergure mondiale ».

L'époque où le député-maire du cru pouvait téléphoner en direct au patron d'Alcatel est révolue. L'entreprise s'est transformée en mastodonte employant plus de 100 000 personnes dans cent pays. Les décideurs se trouvent en

Finlande ou aux USA. Reste à voir, dès lors, si les responsables de Nokia respecteront les engagements formulés lors du rachat d'Alcatel-Lucent. Parmi ces « promesses » figuraient le renforcement du pôle recherche et développement et l'affirmation du site lannionnais comme « centre de compétence mondiale en cybersécurité ». Fin août, à l'échelle nationale, seuls 111 nouveaux ingénieurs (sur les 330 promis d'ici à fin 2017) avaient été recrutés. A Lannion, la cybersécurité n'occupe pour l'instant que quatorze personnes, selon les syndicats. ■

NICOLAS LEGENDRE



Réunion à Bercy entre les représentants des salariés de Nokia et le secrétaire d'Etat à l'économie, Benjamin Griveaux, le 17 septembre. HAMILTON/REA